ATELIER DE LANCEMENT TECHNIQUE DU PROJET REGIONAL D'APPUI A LA GESTION DURABLE DES DECHETS ET DE REDUCTION DES EMISSIONS DES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS NON INTENTIONNELS ET DE MERCURE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

Ouagadougou, du 17 au 18 mars 2025

Rapport Général



Mars 2025

Table des matières

I. INTRODUCTION 3

II. CEREMONIE D'OUVERTURE 3

III. DEROULEMENT DES TRAVAUX 5

III.1. Organisation des travaux 5

III.2. Résultats des travaux 6

III.2.1. Présentation des Termes de Référence 6

III.2.2. Présentation de l'état des lieux de la gestion des déchets 6

III.2.3. Présentation générale du projet (Objectifs, résultats, coût, etc.) 9

III.2.4. Présentation de la Composante régionale 9

III.2.5. Tour de table des six Etats pour informer de la situation actuelle et les perspectives de mise en œuvre des Composantes nationales 10

III.2.6. Présentation de l'état d'avancement de la mobilisation des financements des composantes nationales 10

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 11

V. CEREMONIE DE CLOTURE 12

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS 13

ANNEXE 2 : PROGRAMME DE TRAVAIL 18

I. INTRODUCTION

La Commission de l'UEMOA en collaboration avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a organisé, du 17 au 18 mars 2025, à Ouagadougou, l'atelier de lancement technique du Projet régional d'appui à la gestion durable des déchets et de réduction des émissions de polluants organiques persistants non intentionnels et de mercure dans les États membres de l'UEMOA.

L'objectif général de l'atelier était de mobiliser les acteurs clés pour l'appropriation du projet et pour la mise en place d'une capacité régionale en vue de soutenir et de partager les expériences dans la gestion durable des déchets au niveau régional et national.

De manière spécifique, il visait à permettre de :

- présenter la situation de la gestion des déchets dans les Etats membres ;
- présenter la composante régionale et d' échanger sur le démarrage du projet ;
- présenter par pays, les défis, les opportunités et l'état d'avancement des discussions pour la mise en œuvre des composantes nationales ;
- échanger sur la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre des composantes nationales.

Ont pris part à cette rencontre, les représentants des Ministères en charge de l'Environnement des Etats membres de l'Union, des Ministères en charge des Finances des pays bénéficiaires, des Collectivités Territoriales des pays bénéficiaires, les Points Focaux du FEM des pays bénéficiaires ainsi que des Cadres de la BOAD et de la Commission de l'UEMOA.

La liste des participants figure en annexe.

Le présent rapport qui rend compte des résultats de l'atelier est articulé autour de quatre points : i) la cérémonie d'ouverture, ii) le déroulement des travaux, iii) les recommandations, et iv) la cérémonie de clôture.

II. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a connu quatre principaux moments :

- le mot de bienvenue du Président de la Délégation Spéciale de la ville de Ouagadougou ;
- le discours du Directeur du Financement et du Développement Durable de la Banque Ouest Africaine de Développement ;
- le discours du Commissaire chargé du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement de la Commission de l'UEMOA ;
- le discours d'ouverture du Ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso.

A l'entame de son discours, **Monsieur Maurice KONATE**, Président de la Délégation Spéciale de la ville de Ouagadougou a remercié la Commission de l'UEMOA pour le choix porté sur sa ville pour abriter cet atelier qui vise à identifier et planifier des actions devant apporter des alternatives à l'un des défis mondiaux les plus importants de notre époque qui est celui de la gestion efficace des déchets. Il a ajouté que la concrétisation de ce projet permettra d'améliorer le cadre de vie des populations et aussi de créer des emplois dans les pays de l'espace UEMOA.

Le discours du Président de la Délégation Spéciale de la ville de Ouagadougou a été suivi de celui de **Monsieur Moubarak MOUKAILA**, Directeur du Financement et du Développement Durable de la BOAD. Le Directeur a, quant à lui, au nom du Président de la BOAD entité de mise en œuvre du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) salué la tenue effective de l'atelier qui constitue une étape importante du démarrage des activités du projet. Il a marqué sa disponibilité pour accompagner tous les acteurs dans la mise en œuvre de l'ensemble des composantes du projet. Il a en outre remercié l'ensemble des participants d'avoir accepté d'honorer de leur présence à cet atelier régional, malgré leurs agendas chargés. Pour Monsieur MOUKAILA, la Banque « à travers son plan stratégique DJOLIBA allie la mobilisation des ressources et l'innovation pour apporter des solutions adaptées au besoin de financement de développement des pays de l'UEMOA ». Le projet, a-t-il ajouté s'inscrit en droite ligne de cet engagement, ajoutant que la BOAD reste disposée à accompagner toute initiative allant dans le sens du développement de ces pays membres. Pour terminer, il a renouvelé son remerciement pour la présence des participants tout en souhaitant plein succès aux travaux de l'atelier.

A la suite de la BOAD, le Commissaire **Mahamadou GADO** chargé Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement (DAREN) à la Commission de l'UEMOA a, dans son allocution, traduit toute la reconnaissance du Président de la Commission à l'endroit des plus Hautes Autorités du Burkina Faso, pour avoir accepté d'abriter l'atelier. Il a ensuite rappelé les objectifs du projet qui concours à la mise en œuvre de la Politique Commune d'Amélioration de l'Environnement (PCAE) adoptée en 2008. Selon le Commissaire, le projet contribuera à promouvoir les meilleures pratiques de gestion écologiquement rationnelle des déchets, afin de réduire les émissions de polluants non-intentionnels, de mercure, de CO_2 et de méthane conformément aux Conventions de Stockholm, de Minamata et à l'Accord de Paris. Il a terminé son intervention en formulant le vœu que les travaux de l'atelier permettent d'aboutir à des propositions concrètes et réalistes qui permettront dans un avenir proche de mobiliser les ressources requises, pour un démarrage effectif de toutes les composantes nationales.

Après le Commissaire GADO, ce fut le tour de **Monsieur Roger BARO**, Ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso qui a prononcé le discours d'ouverture de l'atelier. Monsieur le Ministre au début de son allocution a salué la présence des différents acteurs intervenant dans la gestion des déchets à l'atelier de lancement. Il a remercié la Commission de l'UEMOA pour le choix du Burkina Faso comme pays hôte du lancement officiel du projet. Monsieur BARO a par la suite rappelé que la problématique de gestion des déchets reste au cœur des défis environnementaux actuels

de son pays. Selon lui, la pollution plastiques et la prolifération des décharges sauvages qui interpellent tous nécessitent une action collective immédiate. A titre d'illustration, il a rappelé que la production nationale de déchets solides a atteint 1.052.000 tonnes en 2019 et les importations de plastiques ont plus que doublé passant de 60 000 tonnes en 2012 à 118 400 tonnes en 2021. Il n'a pas occulté les quantités de mercure émises suite au brulage des déchets y compris les polluants organiques persistants et leurs conséquences néfastes sur la santé publique, l'environnement et le développement économique. Face à cette situation poursuit-il, des dispositions ont été prises en vue de minimiser les effets néfastes des déchets. Pour finir, il a souhaité que des recommandations fortes soient formulées pour qu'ensemble, tous les acteurs relèvent le défi pour le bonheur des populations de l'Union et a déclaré ouvert : « l'Atelier de lancement technique du projet régional d'appui à la gestion durable des déchets et de réduction des émissions des polluants organiques persistants non intentionnels et de mercure dans les états membres de l'UEMOA ».

Une photo de famille a marqué la fin de la cérémonie d'ouverture.

III. DEROULEMENT DES TRAVAUX

III.1. Organisation des travaux

A l'entame des travaux, un tour de table a été fait pour permettre à l'ensemble des participants de se présenter. Il a été suivi par la mise en place d'un présidium pour conduire les travaux conformément aux pratiques de la Commission de l'UEMOA. En l'absence de délégués de la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, pays hôte de la réunion, a été retenu pour assurer la présidence des travaux avec l'appui de deux rapporteurs désignés parmi les Etats bénéficiaires du projet, dont le premier est le Mali et le second, le Niger.

Le bureau mis en place se présente comme suit :

- **Président** : **Monsieur Pamoussa OUEDRAOGO,** Secrétaire Permanent du Conseil National pour le Développement Durable Point Focal opérationnel du FEM du Burkina Faso ;
- **Premier Rapporteur** : **Monsieur Siaka GOÏTA** Chef de Division Suivi Environnemental et Contrôle des pollutions et des Nuisances à la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des pollutions et des nuisances, point focal du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable du Mali pour le Projet ;
- **Deuxième rapporteur : Monsieur Moussa Gaida MAI**, Chef de division Programmation du secteur de développement rural et de Sécurité Alimentaire du Ministère de l'Economie et des Finances du Niger.

Par la suite, le programme de travail de l'atelier a été examiné et adopté sans amendements. Ce programme est en annexe 2 du présent rapport.

III.2. Résultats des travaux

Les travaux ont été ponctués par des présentations sur les points inscrits à l'ordre du jour, suivies d'échanges.

III.2.1. Présentation des Termes de Référence

Cette présentation a été faite par **Monsieur Masso Roger SOUROGOU**, Responsable de l'aménagement du territoire et gestion des collectivités. Il a d'abord présenté le contexte, les objectifs et les résultats attendus de l'atelier.

Il a indiqué que l'objectif général de l'atelier est de mobiliser les acteurs clés pour l'appropriation du projet et pour la mise en place d'une capacité régionale en vue de soutenir et de partager les expériences dans la gestion durable des déchets au niveau régional et national.

Il a terminé par la présentation des résultats attendus de l'atelier.

III.2.2. Présentation de l'état des lieux de la gestion des déchets

- ***Présentation de l'état des lieux par les pays bénéficiaires***

Sur la base du canevas transmis aux Etats, les délégations de chaque Etat membre de l'UEMOA bénéficiaires du projet ont fait chacune une présentation sur l'état des lieux de la gestion des déchets au niveau national. Il s'est agi de présenter brièvement le Cadre juridique national, l'état des lieux de la gestion des déchets, les enjeux et défis, les initiatives en cours et enfin les perspectives et recommandations.

Pour le Bénin, la présentation a été faite par **Monsieur YEOU MESMER**, Directeur des Opérations de la Société de Gestion des déchets et de la Salubrité (SGDS) SA. Il a partagé avec les participants l'expérience de gestion de la salubrité et des déchets actuellement en cours au Bénin. Il a ensuite fait un zoom sur la Société de Gestion des déchets et de la Salubrité et présenté la situation de la ville de Parakou où 241,23 tonnes de déchets sont produites par jour.

Pour le Mali, la présentation a été faite par **Monsieur Siaka GOITA**, Chef de la Division suivi Environnemental et Contrôle des Pollutions et des Nuisances. Il est ressorti de sa présentation que le taux d'évacuation des déchets solides est passé de 8% en janvier 2024 à 20% en décembre 2024. Il a indiqué que la sécurisation de tous les sites prévus dans les plans et schémas d'aménagement et les nouveaux sites à identifier sur l'ensemble des villes reste un défi parmi les actions de 2025. Aussi, a-t-il indiqué que la ville de Bamako n'a pas une expertise dans le cadre du traitement des déchets dangereux. Cependant, au niveau de la décharge de Noumoubougou, il existe un local équipé pour le traitement desdits déchets qui n'est toujours pas fonctionnelle.

Pour le Burkina Faso, la présentation a été faite par **Monsieur Dramane SAVADOGO** Directeur Général de la Préservation de l'Environnement. Il a rappelé qu'au regard de la

quantité importante de déchets générée par le pays et sachant que la pollution est l'un des grands problèmes environnementaux que connait notre planète, le Burkina Faso entend apporter sa contribution à la lutte pour la préservation de l'environnement qui est la demeure de tous les êtres vivants dont notre avenir y est fortement lié d'où la nécessite de la mise en place d'un cadre juridique et règlementaire robuste. En termes d'infrastructures le Burkina Faso dispose de 60 centres de collecte et de tri dans la Commune de Ouagadougou et 17 à Bobo Dioulasso ainsi que 2 centres de traitement et de valorisation des déchets dans les deux communes, 5 centres de traitement de déchets plastiques sur l'ensemble du territoire.

Pour le Niger, la présentation a été faite par **Madame Boukar Koura YAGANA**, Directrice Générale Adjointe de l'Environnement et du Développement Durable. Elle a rappelé que le Niger est confronté à une croissance démographique galopante accompagnée par une forte urbanisation qui occasionne des besoins sans cesse croissants d'assainissement et de gestion des déchets solides. De fait, les services publics ne sont pas assez dotés de moyens matériels et financiers suffisants, sur la quantité des déchets produits, seulement un tiers est évacué vers la décharge qui est elle-même n'est pas une décharge contrôlée. Selon la présentatrice, une telle situation pose de graves problèmes de santé publique et ce phénomène s'accentuera davantage si des mesures écologiquement rationnelles de gestion de déchets ne sont pas prises.

La présentation du Sénégal a été faite par **Monsieur Idrissa DIATTA**, Coordonnateur de la Cellule de Gestion des Déchets. Il ressort de sa présentation que le Sénégal est confronté depuis des décennies au fléau des déchets, qui représentent un péril pour son développement économique et social. La production de déchets au Sénégal ne cesse d'augmenter depuis une trentaine d'années, encouragée par une urbanisation galopante et le développement de plusieurs villes comme Dakar, Saint-Louis, Thiès, etc. Cette production de déchet dans les villes sénégalaises a atteint aujourd'hui des proportions inquiétantes, passant de 540 000 à 810 000 tonnes par an, entre 1990 et 2002.

Pour le Togo, la 6ème et dernière présentation des pays de l'espace UEMOA bénéficiaires dudit projet a été faite par **Monsieur Tchannibi BAKATIMBE**, Chef de la Division de la Préservation des Milieux et du Cadre de Vie. Il est ressorti de sa présentation que la production totale des déchets au Togo est estimée à 548 000 tonnes par an. Celle des déchets solides à 800 tonnes par jour dans la commune de Lomé soit 348 000 tonnes par an en 2020.

En résumé, il ressort des exposés faits par les représentants des Etats membres, les éléments ci-après :

En ce qui concerne l'état de ratification des Conventions internationales relatives à la gestion des déchets, cadre législatif et réglementaire national, pour réduire les émissions de polluants non-intentionnels, de mercure, de CO_2 et de méthane conformément aux Conventions de Stockholm, de Minamata et à l'Accord de Paris, tous les pays membres, présents disposent de règlementations nationales relatives aux POP et le mercure. Ils ont ratifié et mettent en œuvre les conventions citées.

L'état des lieux de la gestion des déchets dans les pays membres de l'Union montre que la production de plus en plus importante de déchets est liée à l'urbanisation galopante des villes et que la problématique des déchets urbains, leur gestion et leur traitement devient dès lors un enjeu majeur de salubrité publique, d'où la nécessité d'une solution innovante de gestion de la salubrité et des déchets pour y faire face.

En ce qui concerne les défis, la gestion des déchets dangereux et non dangereux, constitue un enjeu de taille et un défi majeur pour les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, la société civile ainsi que pour les communautés de base des pays membres de l'Union. Pour y faire face, les pays sont conscients de lever les contraintes dans la gestion des déchets dont la plus importante est la faiblesse des moyens financiers permettant la mise en place d'infrastructures de traitement intermédiaire ou final pour une gestion écologiquement rationnelle des déchets.

Pour les initiatives en cours, les Etats procède au ramassage des dépotoirs sauvages et la fermeture des sites, à l'élaboration par endroit de documents de stratégie, l'adoption de textes d'interdiction des emballages et sachets plastiques, à la réalisation de certaines infrastructures et à la poursuite de la recherche de financement.

En ce qui concerne les difficultés rencontrées, les principales sont : i) le manque de professionnalisme de certains, ii) l'insuffisance de débouchées pour les matières valorisables récupérées et iii) l'insuffisance de financement pour le secteur.

A la suite de ces présentations, les discussions ont porté essentiellement sur :

- la nécessité de mis en place d'un mécanisme de financement de la gestion des déchets y compris les POPs et le mercure ;
- la place du secteur privé dans la gestion des déchets ;
- la nécessité de l'harmonisation des politiques et réglementations et du renforcement des capacités institutionnelles et techniques ;
- la mise en œuvre d'une politique fiable de valorisation des déchets en l'occurrence l'économie circulaire ;
- le besoin de mettre en place un mécanisme de recouvrement des taxes d'enlèvement des déchets/redevances ;
- le besoin de construction d'infrastructures de nouvelle génération ;
- le problème de foncier pour la construction des ouvrages de gestion des déchets ;
- le manque de débouchés pour les produits issus de la valorisation des déchets ;
- le problème d'application des textes et l'incivisme des populations en matière de gestion des déchets.

- ***Présentation de l'état des lieux par les pays non bénéficiaires***

Sur les deux délégations des deux Etats membres de l'UEMOA non bénéficiaires directs du projet invités, seul la Guinée Bissau a répondu à l'invitation. Ainsi, Place a été donnée à la Guinée Bissau pour faire sa présentation sur la base du canevas transmis aux Etats à savoir l'état des lieux de la gestion des déchets au niveau national.

La présentation de la Guinée Bissau a été faite par **Madame Hadija A. M. PEREISA**, technicienne du centre de déchets et des produits chimiques Il est ressorti de sa

communication, le manque d'infrastructures adéquates dans le pays pour la gestion des déchets. La sensibilisation du public doit être considérée comme une stratégie capitale pour informer la population sur la gestion des déchets et ses impacts dans l'environnement et la santé pour cela il faut privilégier l'information et l'éducation environnementale.

A la suite de cette présentation, les discussions ont porté essentiellement sur la nécessite de mise en place d'une politique et stratégie nationale pour la gestion durable des déchets et de construction d'infrastructures pour la gestion et la valorisation des déchets.

III.2.3. Présentation générale du projet (Objectifs, résultats, coût, etc.)

Cette présentation a été faite par **Monsieur Guillaume HOUINATO**, Coordonnateur du projet. Il est ressorti que l'objectif global du projet est de promouvoir les meilleures pratiques de gestion écologiquement rationnelle des déchets permettant de réduire les émissions de polluants non-intentionnels (dioxines et furannes), de mercure, de CO2 et de méthane conformément aux Conventions de Stockholm, de Minamata et à l'Accord de Paris.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- développer les capacités institutionnelles, techniques et juridiques en matière d'élimination des Polluants Organiques Persistants (POP) non-intentionnels, de réduction du mercure et de gestion durable des déchets ;
- renforcer les infrastructures d'accueil et de traitement des déchets solides ménagers et sanitaires dans les pays bénéficiaires ; et
- accroître les investissements dans les PME impliquées dans la gestion des déchets urbains, y compris les déchets de soins de santé.

Il a également précisé les composantes du projet qui sont :

- **Composante 1 :** Etablissement d'une capacité régionale et d'un partage d'expériences entre les pays bénéficiaires du projet ;
- **Composante 2 :** Développement des capacités nationales et locales pour la gestion des déchets afin de réduire les émissions de UPOP et de mercure ;
- **Composante 3 :** Appui organisationnel, technique et financier aux microentreprises opérant dans le secteur des déchets ;
- **Composante 4 :** Appui à la construction d'infrastructures de traitement et de recyclage des déchets solides.

III.2.4. Présentation de la Composante régionale

Cette présentation a été faite par **Monsieur Hervé Nicolas BASSINGA**, responsable de suivi-évaluation et de gestion des connaissances. Il ressort de cette présentation que la Composante Régionale regroupe la composante 1, une partie Composante 2 et de la Gestion de projet. La Commission de l'UEMOA assure la mise en œuvre des activités de la Composante régionale à travers une Unité Régionale de Gestion mise en place par Décision n° 048/2023/PCOM/UEMOA du 10 mars 2023.

La gouvernance est assurée par un Comité Régional de Pilotage du Projet mis en place par Décision n° 047/2023/PCOM/UEMOA du 10 mars 2023. Il a pour Président, le Commissaire de DAREN, et pour membres les 6 maires des villes bénéficiaires, 01 représentant du Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA, 01 représentant de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA, 6 représentants des Ministères en charge de l'Environnement et 6 Points focaux opérationnels du FEM. La BOAD est présente en tant qu'observateur.

Il a également présenté le dispositif de suivi et quelques mesures pour la réussite de la mise en œuvre de la composante régionale.

A la suite de cette présentation, les discussions ont porté essentiellement sur les attributions et le fonctionnement du Comité Régional de Pilotage, le retard accusé dans la mise en œuvre de la composante régionale et l'arrimage entre la composante régionale et les composantes nationales.

III.2.5. Tour de table des six Etats pour informer de la situation actuelle et les perspectives de mise en œuvre des Composantes nationales

Un tour de table a permis aux différentes villes bénéficiaires d'informer les participants de la situation actuelle et des perspectives de mise en œuvre des Composantes nationales.

D'une manière générale, il est constaté que le projet est toujours à l'étape de mobilisation des ressources pour la réalisation des études de faisabilité dans les pays à l'exception du Bénin, du Burkina Faso et du Togo. Le Bénin a bénéficié du fonds d'étude et la procédure de recrutement du prestataire est en cours. Au Burkina Faso, la BOAD est entrain de mettre en place un cofinancement avec d'autres bailleurs pour la réalisation des infrastructures. Au Togo, des discussions sont en cours pour l'identification des besoins dans le cadre de ce projet étant donné que les infrastructures initialement prévues ont été financées par un autre partenaire.

A la suite des interventions, les discussions ont porté essentiellement sur la disponibilité des sites pour abriter le projet et la nécessité d'accélérer la mobilisation des ressources pour les études de faisabilité.

III.2.6. Présentation de l'état d'avancement de la mobilisation des financements des composantes nationales

Cette présentation a été faite par **Monsieur Éric AMOUSSOU**, Responsable Supervision des Projets Climat au Département du Financement du Développement Durable à la BOAD. Il a rappelé les composantes du projet ainsi que leurs coûts en faisant la différence entre le don du FEM et les montants à mobiliser par les pays. Par la suite, il a présenté l'état de mise en œuvre de la composante régionale dont la Convention a été signée entre la BOAD et la Commission en novembre 2022.

Enfin, il a présenté la situation actuelle des composantes nationales. Il a informé que la Banque a mobilisé des ressources pour le financement des études de faisabilité du projet et que des missions ont été diligentées dans les pays pour la finalisation des dossiers pour la mise à dispositions de ce financement.
Pour cette partie on peut retenir que le Bénin a bénéficié d'un financement de 300 millions de FCFA de la BOAD pour la réalisation des études de faisabilité.

Au Burkina Faso, des discussions sont en cours pour un cofinancement de BOAD d'un montant de 30 millions de FCFA avec d'autres bailleurs dans un cadre du Projet d'assainissement des quartiers périphériques de Ouagadougou (PAQPO).

Au Mali et au Sénégal, la BOAD est en attente du retour des draft des accords de financement de 300 millions de FCFA pour la réalisation des études de faisabilité, transmis aux deux Parties en février 2024.

Au Niger, la requête de financement pour la réalisation de l'étude de faisabilité est attendu de la Partie Nigérienne.

Au Togo, des discussions sont en cours pour l'identification des besoins dans le cadre de ce projet étant donné que les infrastructures initialement prévues ont été financées par un autre partenaire.

A la suite de cette présentation, les discussions ont porté essentiellement sur :

- la nécessité pour le Mali, Niger et Sénégal de faire avancer le dossier pour la requête de financement à adresser à la BOAD pour la réalisation des études de faisabilité ;
- la nécessité pour le Togo de finaliser l'identification de ses besoins et de saisir la Banque.

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

A l'issue des travaux, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

A l'endroit de la Commission de l'UEMOA

- faire un plaidoyer auprès des états bénéficiaires en vue de la mobilisation des ressources/ mise en œuvre des composantes nationales ;
- mettre à contribution le Conseil des Collectivités Territoriales (CCT) de l'UEMOA pour faciliter les échanges entre les collectivités et les acteurs nationaux ;
- prévoir un temps suffisant pour les ateliers / réunions

A l'endroit de la BOAD

- relancer formellement les états bénéficiaires afin d'accélérer le processus de mobilisation des ressources fonds.

A l'endroit des Etats membres

- désigner des points focaux au niveau des pays (ministère de l'environnement, finances et collectivités) bénéficiaires pour être l'interface avec la commission de l'UEMOA en vue de faciliter la mise en œuvre du projet ;
- continuer les discussions avec la BOAD pour la mobilisation des ressources et la mise en œuvre des composantes nationales.

V. CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture a été marquée par deux interventions à savoir :

- le mot de **Monsieur Amevi Edoé APEZOUMON-AGBETIAFA**, Chef de la Division des Ressources en Eau, de l'Assainissement et de l'Amélioration du cadre de Vie, Représentant la Commission de l'UEMOA,
- le discours de clôture de **Monsieur Pamoussa OUEDRAOGO,** Secrétaire Permanent du Conseil National pour le Développement Durable, Point Focal opérationnel du FEM du Burkina Faso.

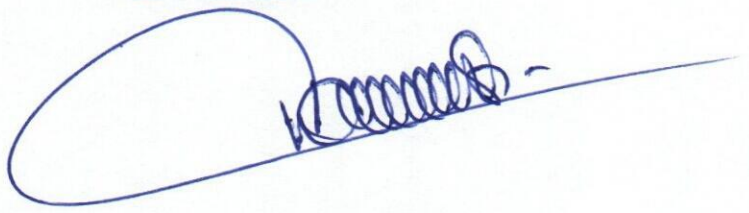
Dans son intervention, **Monsieur APEZOUMON-AGBETIAFA** a félicité les participants pour leurs précieuses contributions aux travaux de l'atelier et a réitéré l'engagement de la Commission pour la mise en œuvre des recommandations. Il a renouvelé les remerciements de la Commission de l'UEMOA à la BOAD et au FEM pour leur engagement à accompagner les Etats de l'espace communautaire pour la mise en œuvre du projet.

Dans son allocution de clôture **Monsieur Pamoussa OUEDRAOGO** a d'abord félicité les participants pour les résultats auxquels ils sont parvenus et rappeler les objectifs de l'atelier qui, selon lui ont été atteints.

Il a exhorté les pays à examiner avec attention les recommandations formulées à leur endroit et à les mettre en œuvre. M. OUEDRAOGO a enfin souhaité un bon retour à chacun des participants et a remercié la Commission de l'UEMOA, la BOAD et le FEM pour leur engagement soutenu dans le processus de développement durables des pays avant de déclarer clos, au nom de Monsieur le Ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso, « l'atelier de lancement technique du projet régional d'appui à la gestion durable des déchets et de réduction des émissions de polluants organiques persistants non intentionnels et de mercure dans les pays de l'UEMOA ».

Ouagadougou, le 18 mars 2025

Le Président



Pamoussa OUEDRAOGO

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

N°	Nom et Prénom (s)	Structures/ Organisations	Fonction	E-mail contacts
		BENIN		
1	**FABRICE ARMEL SETONDJI DJOSSOU**	Ministère de l'Environnement	Assistant au Directeur Général de la SGDS SA	Tel : +229 01 95 18 16 00 Email : fadjossou@sgds.bj
2	**YEOU MESMER JEAN-MARIE**	SGDS SA	Directeur des Opérations de la SGDS SA	Email : myeou@sgds.bj Tel : +229 01 95 79 81 42
3	**SANNI FIDELE SINAGOURIGUI**	Mairie de Parakou	Représentant du Maire/ Chef de service Affaires domaniales et Urbanisme	Email : fsinagourigui@mairie.bj Tel : +229 01 97 94 87 48
4	**ABDOUL-NOURY BAGUIDI JEAN**	Ministères en charge de l'Economie et des Finances	Chef de Service des Echanges Commerciaux	Email : abaguidi@finances.bj Tel : +229 01 95 82 82 12
5	**DESSITO EMELINE ELODIE DEGLA**	Point focal FEM	Chef service à la DPAF/MCVT	Tel : +229 01 95 81 33 61 Email : edegla@gouv.bj
		BURKINA FASO		
6	**SAVADOGO DRAMANE**	Ministère de l'Environnement de l'Eau et de l'Assainissement	Directeur Général de la Préservation de l'Environnement	Tel : +226 70 58 16 45 Email : cheicke2000@yahoo.fr
7	**NASSOURI SAÏDOU**	Mairie de Ouagadougou	Directeur de la Salubrité publique et de l'Hygiène Publique	Email : celimiary2@gmail.com Tel : + 226 70 27 64 67 78 39 09 09
8	**ZOUNGRANA MARTIN**	Ministères de l'Economie des Finances	Chef de Service de la Coopération avec les Institutions Multilatérales africaines	Email : zoungrana56@gmail.com Tel : +226 74 50 00 71
9	**OUEDRAOGO PAMOUSSA**	Point focal FEM	Secrétaire Permanent du Conseil National pour le Développement Durable	Email : ouedpams@yahoo.fr Tel : +226 64 41 42 85

N°	Nom et Prénom (s)	Structures/ Organisations	Fonction	E-mail contacts
GUINEE BISSAU				
10	**HADIJA ADILSON MOREIRA PEREIRA**	Ministère Environnement	Technicienne du centre de déchet et des produits chimiques	Email : amorreirapereira99@gmail.com Tel : +245 95 589 79 23
MALI				
11	**SIAKA GOITA**	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable	Chef de la Division suivi Environnemental et Contrôle des Pollutions et des Nuisances	Email : siakagoita@yahoo.fr Tel : +223 76 07 06 74 / +223 67 58 53 97
12	**MOUSSA BOCOUM**	Délégation spéciale District de Bamako	Président de la Commission Cadre de vie, Voirie et Urbanisme à la Mairie de Bamako	Email : mousbocoum@yahoo.fr Tel : +223 76 46 40 20/66 02 59 49
13	**BAH MADANY**	Ministères en charge de l'Economie et des Finances	Sous-Directeur Aides Extérieures à la Direction générale du Budget	Email : abassimbah@yahoo.fr Tel : +223 72 26 72 20
14	**YAGANA TINGUIRI BOUCAR KOURA**	Ministère de l'Environnement	Directrice générale adjointe de l'environnement et du développement durable	Email : boucaryagana@yahoo.fr Tel : +227 96 55 88 35
NIGER				
15	**MAI MOUSSA GAIDA MOUSSA**	Ministères en charge de l'Economie et des Finances	Chef de division des politiques et programmes des secteurs du développement rural et de la Sécurité alimentaire	Email : maimoussa05@gmail.com Tel : +227 96 69 96 94
16	**CHAIBOU DAN BAKOYE**	Ministère des Finances	Assistant au point focal opérationnel FEM	Email : danbakoye63@gmail.com Tel : +227 96 99 76 55
17	**GOUNGOUBANE MOUMOUNI**	Ville de Niamey	Secrétaire général	Email : goungoubane@yahoo.fr
SENEGAL				

N°	Nom et Prénom (s)	Structures/ Organisations	Fonction	E-mail contacts
18	**ABDOULAYE KASSE**	Ministère de l'Environnement	Juriste à la Direction de l'Environnement et du Contrôle	Email : abdoulayeKasse503@gmail.com Tel : + 221 77 556 70 93
19	**IDRISSA DIATTA**	SONAGED SENEGAL	Coordonnateur de la Cellule de Gestion des Déchets	Email : idrissa.Diatta@sonaged.sn Tel : +221 77 55 670 93
20	**NDIAYE ADJARATOU SENE**	Mairie de Thiès	Coordinatrice du Projet dans la ville	Email : hadjarandiaye@gmail.com Tel : +221775410837
21	**KHALIFA ABABACAR SARR**	Ministères en charge de l'Economie et des Finances	Directeur Général de la Société nationale de Gestion intégrée des Déchets (SONAGED)	Email : khalifa.sarr@songed.sn Tel : +221 77 639 72 22
22	**LAURICE COUDOU FAYE**	Ministère de l'Environnement	Assistant point focal FEM	Email : fayelaurice@gmail.com Tel : +221 77 446 81 20
		TOGO		
23	**BAKATIMBE TCHANNIBI**	Ministère de l' Environnement et des Ressources Forestières	Lieutenant Col. des Eaux et Forêt / Chef Division Présentation des Milieux et du Cadre du Cadre de Vie	Email : bakitim2006@yahoo.fr Tel : +228 90 38 58 74
24	**ENOUMODJI KODJO NABOLA-BOUNOU**	Direction des Services Techniques du District Autonome du Grand Lomé	Directeur adjoint des Services techniques du District Autonome du Grand Lomé et Coordonnateur du Centre d'Enfouissement Technique	Email : enounabo777@yahoo.fr Tel : + 228 90 87 62 17
25	**AMADOU YAYA**	Ministères en charge de l'Economie et des Finances	Inspecteur central du Trésor à la Direction de la Dette publique et du financement	Email : yaya.amadou@tresorpublique.gouv.tg Tel : +228 90 81 70 89
26	**AWOUGNON COMLAN**	Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières	Point focal opérationnel FEM	Email : eawougnon@yahoo.fr Tel : +228 90 13 45 04

46

N°	Nom et Prénom (s)	Structures/ Organisations	Fonction	E-mail contacts
CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DE L'UEMOA				
27	**TOUGFO DIEUDONNE**	**CCT UEMOA**	PDS Dédougou	Email : tougfodieudonn@gmail.com
CHAMBRE CONSULAIRE REGIONLES DE L'UEMOA				
28	**MARIETOU COULIBALY**	**CCR UEMOA**	Directeur Général	Email : macoulibaly@uemoa.int Tel : + 228 93 21 78 18
PERSONNE RESSOURCES				
29	**IBRAHIMA SOW**	**Personne ressource**	Consultant	Email : ibrahimsow@imprerium.green Tel : +221 77 144 25 59
BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT				
30	**MOUKAILA MOUBARAK**	**BOAD**	Directeur DFDD	Tel : +228 22 23 29 94 Email : mmoukaila@boad.org
31	**AMOUSSOU ERIC**	**BOAD**	Responsable Supervision Projet climat	Tel : +228 22 23 27 28 Email : eamoussou@boad.org
COMMISSION DE L'UEMOA				
32	**DEGUENON CHRISTOPHE**	**DAREN-DERE**	Directeur de l'Environnement et des Ressources en Eau	Email : cdeguenon@uemoa.int
33	**APEZOUMON-A. AMEVI EDOE**	**DAREN-DERE**	Chef Division des ressources en Eau et de l'Assainissement	Email : aeaagbetifa@uemoa.int Tel : +226 60 90 92 00
34	**COMPAORE/ KAFANDO FANTA ROKIATOU**	**DAREN-DERE**	Chargé de l'Environnement	Email : frkafando@uemoa.int Tel : +226 70 80 08 04
35	**SARR MAME ABDOULAYE**	**DATC/DAT**	Chef de Division	Email : masarr@uemoa.int
36	**SY MAGUETTE**	**DACM/DSAF**	Chef Division Acquisitions	Email : msy@uemoa.int

46

N°	Nom et Prénom (s)	Structures/ Organisations	Fonction	E-mail contacts
37	**JACQUELINE KERE/ OUEDRAOGO**	**DTC/DSAF**	Professionnel Financier	Email : jkouedraogo@uemoa.int
38	**OUEDRAOGO FIRMIN GERARD**	**DMRC/UEMOA**	Chef Division Coopération Internationale	Email : fgouedraogo@uemoa.int Tel : +226 76 64 42 51
39	**DOUAMBA/ D. MADELEINE**	**DAREN-DERE**	Assistante administrative	Email : mddouamba@uemoa.int Tel : +226 76 43 44 44
40	**HOUINATO GUILLAUME**	**PRGDD-DAREN**	Coordonnateur du PRGDD	Email : ghouinato@uemoa.int Tel : +226 07 60 50 24
41	**SOUROGOU MASSO ROGER**	**PRGDD-DAREN**	Spécialiste Aménagement du Territoire et Gestion des Collectivités	Email : mrsourogou@uemoa.int Tel : +226 03 26 85 87
42	**AGHALI ALKASSANE AL RHAJI**	**PRGDD-DAREN**	Spécialiste en Gestion Financière	Email : araaghali@uemoa.int Tel : +226 76 99 74 96
43	**BASSINGA HERVE NICOLAS**	**PRGDD-DAREN**	Responsable suivi évaluation	Email : bassnicolas81@yahoo.fr Tel : +226 70 99 60 60
44	**KARAMBIRI BENJAMIN T.**	**PRGDD-DAREN**	Spécialiste en Passation des Marchés	Email : bentelesphore@yahoo.fr Tel : +226 70 25 57 49
45	**IDOGO FANTA**	**PRGDD-DAREN**	Assistante de Direction	Email : fidogo@uemoa.int Tel : +226 70 14 14 76
46	**COMBARI THOMAS**	**PRGDD-DAREN**	Chauffeur	Tel : +226 76 50 23 77

ANNEXE 2 : PROGRAMME DE TRAVAIL

Horaires	Thèmes	Responsable
	JOUR 1	
08h30 – 09h00 :	▪ Accueil et enregistrement des participants	Organisateurs
09h00 – 09h45 :	▪ Cérémonie d'ouverture : - Mot de bienvenu de Monsieur le Président de la Délégation Spéciale de la Ville de Ouagadougou ou son Représentant ; - Discours du Représentant de la BOAD ; - Discours du Commissaire chargé du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement de la Commission de l'UEMOA ou son Représentant ; - Discours d'ouverture de Monsieur le Ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso ou son Représentant ▪ Présentation des Participants	Organisateurs
09h45 – 10h00 :	▪ Pause-café	Organisateurs
10h00 – 10h15 :	▪ Mise en place du bureau de la réunion ▪ Présentation des Termes de référence de l'Atelier et Adoption du programme de travail	C. UEMOA/URGP
10h15 – 11h45 :	▪ Présentations de l'état des lieux de la gestion des déchets dans les Etats membres et les dans les communes bénéficiaires du projet - Bénin – 20 min - Burkina Faso – 20 min - Mali – 20 min ▪ Echanges sur les présentations	Etats membres (Ministères en charge de l'Environnement)
11h45 – 13h15 :	▪ Présentations de l'état des lieux de la gestion des déchets dans les Etats membres et dans les communes bénéficiaires du projet - Niger – 20 min - Sénégal – 20 min - Togo – 20 min - Echanges sur les présentations	Etats membres (Ministères en charge de l'Environnement)
13h15 – 14h30 :	Pause déjeuner	Organisateurs
14h30 – 15h30 :	- Présentations de l'état des lieux de la gestion des déchets dans les Etats membres non bénéficiaires	Etats membres (Ministères en

Horaires	Thèmes	Responsable
	- Côte d'Ivoire – 15 min - Guinée-Bissau – 15 min ▪ Echanges sur les présentations	charge de l'Environnement)
15h30 – 16h30 :	▪ Présentation générale du projet (Objectifs, résultats, coût, etc.) ▪ Echanges sur la présentation	C.UEMOA/URGP
16h30 – 17h00 :	▪ Pause-café et Fin des travaux du jour 1	
JOUR 2		
09h00 – 10h00 :	▪ Présentation de la Composante régionale ▪ Echanges sur la présentation	C. UEMOA / URGP
10h00 – 11h00 :	▪ Tour de table des six Etats pour informer de la situation actuelle et les perspectives de mise en œuvre des Composantes nationales	Etats membres
11h00 – 11h30 :	▪ Echanges sur les présentations	Présidium
11h30 – 11h45 :	▪ Pause-café	Organisateurs
11h45 – 12h15 :	▪ Présentation de l'état d'avancement de la mobilisation des financements des composantes nationales	BOAD
12h15 – 13h00 :	▪ Echanges sur la présentation	Présidium
13h00 – 14h00 :	▪ Pause déjeuner	Organisateurs
14h00 – 16h00 :	▪ Elaboration du rapport de l'atelier/ ▪ B 2 B entre les Etats bénéficiaires et la BOAD	Présidium/ Organisateurs
16h00 – 17h00 :	▪ Examen et validation du rapport ▪ Cérémonie de Clôture des travaux	Présidium Organisateurs
17h00 :	▪ Fin des travaux du jour 2 et de l'Atelier de lancement	Organisateurs